



Inter-Parliamentary Union  
For democracy. For everyone.

## Forum parlementaire à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA)



22 janvier 2022, Doha (Qatar)

Hall des expositions 2, QNCC (Palais national des  
congrès du Qatar)

### 09 h 30 – 10 h 00 Séance d'ouverture

**M. Duarte Pacheco**, Président de l'Union interparlementaire

**S.E. Hassan bin Abdullah Al-Ghanim**, Président du Conseil de la Choura du Qatar

### 10 h 00 – 10 h 15 Observations liminaires

**M. Courtenay Rattray**, Haut-Représentant de l'ONU pour les pays les moins avancés

*Le programme d'action de Doha en faveur des PMA : éléments clés et conséquences pour les parlements*

### 10 h 15 – 12 h 30 Les PMA dans leur contexte : problèmes non résolus, possibilités inexploitées

Cette séance présentera de façon succincte les problèmes économiques structurels auxquels les PMA continuent de se heurter ainsi que les possibilités susceptibles de s'offrir à eux afin de libérer leur propre potentiel de développement. Le débat s'appuiera sur le message prononcé par l'Union interparlementaire dans le cadre de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC 5), qui sera adopté à la 143<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, à Madrid (novembre 2021).

#### Questions orientées

- Le système économique mondial est-il suffisamment favorable aux PMA ?
- Comment les PMA peuvent-ils diversifier leurs économies et améliorer la productivité ?
- Comment les PMA peuvent-ils accroître les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les autres services publics ?
- Comment les PMA peuvent-ils contrer la menace grandissante du changement climatique ?

### 12 h 30 – 14 h 00 Déjeuner offert par le Conseil de la Choura du Qatar

### 14 h 00 – 15 h 30 Les PMA et l'aide : vers une coopération plus efficace au service du développement

La plupart des PMA demeurent largement tributaires de l'aide extérieure pour leurs budgets social et d'infrastructure. Pour les PMA, il est particulièrement difficile d'échapper à la traditionnelle relation "donateur-bénéficiaire" et d'inscrire l'aide dans un cadre plus large pour une *coopération efficace au service du développement*. Alors que les résultats de l'aide laissent à désirer dans les PMA, les engagements des pays développés en faveur d'une aide renforcée et de qualité restent vains. Le contrôle de l'aide par les parlements et leur engagement dans les processus nationaux et internationaux de coopération en faveur du développement restent faibles. Cette séance examinera ces thématiques ainsi

que d'autres se rapportant au financement du développement à travers le prisme parlementaire et dans le contexte de l'étude de cas sur le Rwanda récemment réalisée par l'UIP.

### Questions orientées

- Comment améliorer l'efficacité de l'aide et de la coopération en faveur du développement des PMA ?
- L'aide peut-elle être utilisée comme levier pour mobiliser d'autres sources de financement du développement dans les PMA ?
- Quelles sont les contraintes nationales et internationales qui freinent la mobilisation des ressources nationales dans les PMA ?
- Comment le contrôle parlementaire de la coopération en faveur du développement peut-il être renforcé à la fois dans les pays développés et les pays en développement ?

### **15 h 30 – 16 h 00**      **Représentation des femmes et des jeunes dans les parlements : état des lieux actuel**

La représentation des femmes et des jeunes dans les parlements constitue depuis longtemps une priorité essentielle de l'UIP dans le cadre de sa mission en faveur de la démocratie. Ce bref débat relatera l'évolution de la représentation des femmes et des jeunes dans les parlements des PMA au cours de la dernière décennie.

### **16 h 00 – 17 h 30**      **Les PMA et la gouvernance : le défi des réformes institutionnelles**

Une meilleure gouvernance est une condition préalable indispensable au développement partout dans le monde, y compris dans les PMA. La gouvernance exige avant tout que l'ensemble des processus décisionnels, aussi bien nationaux qu'internationaux, soient totalement transparents et responsables, qu'ils représentent tous les électeurs et les classes sociales et soient dotés de moyens suffisants pour agir au service des citoyens. Les parlements sont des institutions essentielles de la gouvernance avec une grande autorité en matière de contrôle et de représentation. Néanmoins, de nombreux parlements des PMA ne disposent pas de capacités suffisantes pour exercer leurs fonctions constitutionnelles et ont tendance à exclure des groupes importants comme les femmes et les jeunes, ainsi que les personnes marginalisées. Cette séance examinera les réformes de la gouvernance les plus décisives pour les PMA, à commencer par l'institution parlementaire.

### Questions orientées

- Quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurtent les PMA, y compris dans le cadre des institutions internationales ?
- Quels sont les principaux obstacles aux réformes de la gouvernance dans les PMA ?
- Comment les parlements des PMA peuvent-ils davantage représenter les femmes, les jeunes et les autres groupes, tout en renforçant leur rôle de contrôle ?
- Quel rôle jouent les acteurs tels que les partis politiques, les médias et la société civile dans les réformes de la gouvernance dans les PMA ?

### **17 h 30 – 17 h 45**      **Séance de clôture : principaux points à retenir**

**M. Duarte Pacheco**, Président de l'Union interparlementaire

**S.E. Hassan bin Abdullah Al-Ghanim**, Président du Conseil de la Choura du Qatar